

Paris, le 27 février 2017

M. Omar Elmhine
Section Syndicale UNSA de PSA POISSY
45 rue Jean-Pierre Timbaud
78300 Poissy

Monsieur le responsable de la Section Syndicale UNSA de PSA Poissy,

Vous avez interrogé Jean-Luc Mélenchon à propos des incertitudes qui pèsent sur les plans de charge du site de PSA de Poissy dès le deuxième semestre 2017, et sur les mesures qu'il comptait prendre une fois élu pour répondre à vos préoccupations, et nous vous en remercions.

Le programme de la France Insoumise, *l'Avenir en commun*, accorde une attention particulière aux risques que font peser les politiques menées par nombre de grands groupes industriels en matière de délocalisation d'activités et de réductions de capacités en France. Ces politiques sont motivées par la recherche de la maximisation des profits et de l'atteinte d'objectifs de rentabilité financière à court terme, au détriment de l'emploi comme de la préparation de l'avenir.

La situation que vous décrivez sur le site de Poissy nous semble parfaitement symptomatique de ces politiques court-termistes. Votre analyse sur les risques encourus nous semble en parfaite convergence avec les analyses que nous faisons de façon plus générale.

La France a besoin d'une industrie automobile forte, et ce particulièrement dans le cadre de la planification écologique que nous mettrons en place. Les besoins de transports, individuels et collectifs, doivent en effet pouvoir être satisfaits par une industrie française forte, innovante, consciente des enjeux de demain, socialement et écologiquement responsable. Ceci offre de vastes opportunités à un groupe comme PSA, que ce soit en termes de réduction de consommation de carburants, de réduction d'émissions polluantes, et au final, de développement de nouveaux modèles.

L'Etat doit jouer ici un rôle de prescripteur et d'incitateur. Le projet de la France insoumise prévoit d'injecter 100 milliards d'euros supplémentaires dans l'économie pour des investissements écologiquement et socialement utiles. Il s'agit notamment de réindustrialiser le pays par le biais de plans de filières pour coordonner donneurs d'ordres et sous-traitants, clients et fournisseurs - ceci est valable pour l'industrie automobile comme pour les autres grandes filières industrielles.

**La France
insoumise**

jlm2017.fr

Jean-Luc
MÉLENCHON

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

Nous engagerons donc un dialogue à ce niveau d'ambition avec la direction générale de PSA. Le fait que l'Etat soit aujourd'hui actionnaire à 14% de PSA vient renforcer cette nécessité. Il serait cependant inimaginable que ce dialogue soit unilatéral, c'est à dire que PSA bénéficie des politiques ambitieuses de soutien que l'Etat mettra en place au service de la vision que nous portons, tout en poursuivant des politiques de réduction des plans de charge industrielle et/ou de l'outil de R&D en France !

Nous sommes aussi parfaitement conscients que ce sont bien les salariés qui seront les moteurs de ces mutations, de ces innovations, de ces modernisations de l'outil de production. Rien ne réussira de façon durable sans leur adhésion.

Il faut être cohérents. Nous le serons, et PSA devra l'être également pour s'inscrire pleinement dans les programmes de soutien que nous mettrons en place. Nous serons en conséquence extrêmement attentifs à la préservation des capacités en France en général, et, suite à votre alerte, à Poissy en particulier.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, en librairie ou à l'adresse suivante : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise